

Manifeste syndical contre l'austérité

STOP au dumping salarial à la baisse de nos retraites au démantèlement social

Les conditions de travail, de vie et de retraite de la majorité de la population en Suisse et à Genève risquent de subir une remise en question brutale, rapide et sans précédent ces prochains mois et années. Les politiques d'austérité et de rigueur budgétaire menées actuellement dans les pays d'Europe frappent durement la grande majorité de la population. Sous le diktat des banques qui piétinent sans scrupule les choix démocratiques comme on l'a vu avec la Grèce, le démantèlement social et les privatisations peuvent rapidement miner un pays. Car au lieu de relancer l'emploi, les politiques d'austérité approfondissent les inégalités sociales, conduisent au chômage et à la précarité, réduisent les salaires et le pouvoir d'achat, coupent dans les prestations sociales et les services publics à la population. Ces mêmes politiques produisent ailleurs la guerre et la misère qui poussent des dizaines de milliers de personnes à la recherche d'un refuge.

Si ces politiques font le malheur du grand nombre, elles font le bonheur des riches, des financiers, des actionnaires et des possédants, qui s'accaparent sans partage la richesse produite grâce au travail de tous-tes, et qui s'arrangent pour bénéficier de politiques fiscales qui les épargnent.

La Suisse n'est pas un îlot à l'écart de ces tendances lourdes et dominantes. Au contraire, la droite politique et patronale applique les mêmes politiques des pays qui nous entourent et les traduit en projets précis.

En 2016, trois attaques majeures se conjuguent dans ce projet de démantèlement rapide et sans précédents des conditions de vie et de retraite de l'immense majorité de la population : la troisième réforme de **l'imposition des entreprises** ; une politique migratoire discriminatrice et de réduction des **protections des salarié-e-s** ; le Plan de **prévoyance** vieillesse 2020.

Ces réformes constituent un tout très dangereux et sont à l'ordre du jour dans les prochains mois déjà. Si elles ne sont pas mises en échec, l'austérité frappera tout le monde, et davantage les bas salaires et les statuts précaires, les sans emploi, les retraité-e-s et les personnes à l'aide sociale, les familles à faible revenu, les personnes avec un handicap, les jeunes et tout spécialement les femmes qui subiront de plein fouet l'effet conjugué de ces politiques.

Contre cette perspective funeste qui attaque toutes les franges de la population, les syndicats genevois s'inscrivent pleinement dans le mouvement international de résistance à l'austérité et de résistance au discours raciste et xénophobe des populistes qui prônent la fermeture des frontières, la discrimination des migrant-e-s et le

refus de l'accueil des réfugié-e-s. Ils appellent en premier lieu les salarié-e-s du secteur privé et du secteur public et plus largement la gauche et les mouvements associatifs à Genève et ailleurs en Suisse à construire un front large et déterminé à tout mettre en œuvre pour lutter sans relâche afin de stopper les politiques d'austérité et à dire NON, dans la rue par des manifestations, sur les lieux de travail par la grève, dans les urnes par des référendums à ces trois projets destructeurs du vivre ensemble.

Contre les politiques d'austérité !

NON au dumping salarial

NON à la discrimination
des migrant-e-s

NON à une réforme des retraites
sur le dos des femmes

NON à de nouveaux cadeaux
fiscaux aux entreprises et
aux actionnaires

Protégeons les salaires et les emplois, pas les frontières

Le Conseil fédéral promet une application rigoureuse de l'initiative «Contre l'immigration de masse» de l'UDC, acceptée le 9 février 2014. Avec la même vigueur qu'elle a combattu l'initiative, la CGAS s'oppose à la politique du Conseil fédéral, parce que

- elle remet en place **un régime migratoire contingenté** qui se trouve aux antipodes des principes de politique migratoire défendue par les syndicats, basée sur la non-discrimination et l'égalité de droits entre salarié-e-s immigré-e-s et résident-e-s;
- elle renforce **la précarisation des conditions de travail** en introduisant un statut précaire de courte durée et en poussant des salarié-e-s dans la clandestinité après épuisement des contingents;
- elle **affaiblit** la protection de tous les travailleurs et de toutes les travailleuses contre le dumping salarial;
- **elle entérine la gestion ultra-libérale du marché du travail sous couvert de «préférence nationale»** en affaiblissant les mesures d'accompagnement et en tentant de faire porter la responsabilité du dumping salarial et du chômage aux salarié-e-s immigré-e-s.

Convaincue que l'acceptation de l'initiative «Contre l'immigration de masse» s'explique surtout par la pression sur les salaires subie par une majorité de la population active et les lacunes en matière de contrôle des entreprises, la CGAS dénonce le blocage, tant du Conseil fédéral que des associations patronales nationales, d'empêcher les améliorations nécessaires aux mesures d'accompagnement.

La mise en œuvre de l'initiative syndicale «Pour le renforcement des contrôles des entreprises contre la sous-enchère» par l'instauration à Genève d'une inspection paritaire des entreprises montre pourtant qu'il est possible de combattre les abus patronaux en augmentant les droits des salarié-e-s.

La CGAS s'oppose aussi fermement à toute tentative, orchestrée par les partis de droite et les associations patronales, de prendre l'abandon du taux plancher du franc suisse comme prétexte pour s'attaquer aux emplois, aux conditions de travail et aux réglementations du marché du travail touchant des dizaines de milliers de salarié-e-s.

L'instauration d'un fonds d'aide aux entreprises qui réellement souffrent du franc fort, tel que demandé par les syndicats genevois, est un élément important dans le soutien des travailleuses qui se sont battu-e-s contre la baisse de salaires ou l'augmentation du temps de travail, avec la grève s'il le fallait.

Face à l'imposture sociale d'une extrême droite qui se nourrit de la désespérance sociale et la sur-

enchère de propositions racistes en matière de politique migratoire de la part de l'ensemble des partis gouvernementaux en vue des élections fédérales, la CGAS est convaincue qu'il est plus que jamais nécessaire de gagner de nouveaux droits et de nouvelles protections sociales pour l'ensemble des salarié-e-s quel que soit leur statut et leur origine.

La CGAS refuse la division des travailleurs-euses et la politique du bouc émissaire de l'extrême-droite qui oublie volontairement de dire que derrière chaque situation de sous-enchère salariale il y a un employeur qui l'a directement organisée et souhaitée.

C'est pourquoi la CGAS revendique:

- **un renforcement massif des contrôles des entreprises**, incluant le droit d'accès aux entreprises pour les syndicats;
- **un durcissement des sanctions à l'encontre des entreprises** qui ne respectent pas les règles et notamment la possibilité d'interrompre le travail en cas de forte suspicion;
- **des salaires minimums dans les branches qui n'en connaissent pas encore**, notamment par l'édiction de contrats-type de travail et le biais d'une extension facilitée des CCT;
- **une protection accrue contre les licenciements**, à améliorer de façon générale, mais surtout lors de licenciements collectifs et pour les représentant-e-s des salarié-e-s;
- **un statut de résidence stable et durable** pour les réfugié-e-s, permettant le libre accès au marché de l'emploi et à la formation professionnelle sans les maintenir dans de nouvelles formes de précarité.

La Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) se bat également **pour** :

- les intérêts sociaux et économiques des travailleurs et travailleuses, des chômeurs-euses ou des personnes sans emploi;
- l'égalité de droit entre tous et toutes sans considération de nationalité, de résidence, de sexe, d'origine;
- l'égalité salariale entre hommes et femmes.

Face aux politiques patronales de pression sur les salaires et de précarisation de l'emploi, la CGAS préconise

- le renforcement du **contrôle** des entreprises pour lutter contre la sous-enchère salariale;
- la création volontariste d'emplois **stables** dans les collectivités publiques et le secteur subventionné;
- l'amélioration des droits syndicaux ou de grève et de la **protection** contre les licenciements individuels, collectifs ou des délégués syndicaux;
- le droit à la **formation** professionnelle de base ou continue pour tous et toutes;
- des **logements** à prix abordables.

Pour la sécurité sociale des retraites, contre la spoliation de nos avoirs de vieillesse

Les autorités fédérales discutent actuellement le plan «Prévoyance vieillesse 2020» proposé par le gouvernement qui modifie le système des retraites en Suisse par

- le report de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans au lieu de 64 ans actuellement ;
- la hausse de la TVA pour faire financer les retraites par les consommateurs et les personnes à la retraite ;
- l'augmentation des cotisations au deuxième pilier pour compenser la chute des rendements boursiers et la baisse du taux de conversion.

Derrière ce projet qui vise à limiter les coûts, se profile surtout la volonté affichée des associations patronales de repousser l'âge de retraite de tout le monde à 66 et à 67 ans.

NON à un compromis boîteux

Pour faire passer ces pilules amères, les autorités – dont la gauche parlementaire – proposent de «compenser» ces pertes par un prétendu renforcement de l'AVS. Les rentes mensuelles seraient revalorisées de 70 francs pour les futur-e-s retraite-é-s célibataires et de 226 francs pour les couples. Mais **un simple calcul** révèle l'arnaque. Alors qu'un retraité ayant 300 000 francs de capital de retraite perdrait 200 francs chaque mois sur sa pension de deuxième pilier en raison de la réduction du taux de conversion, il toucherait seulement 70 francs de plus de l'AVS. Ce **pseudo «renforcement» de l'AVS** coûterait une hausse de 0,3% de cotisation sociale, une année de charges salariales supplémentaires de chaque travailleuse et une augmentation de 1% de la TVA, à payer par les actif-ve-s et les retraité-e-s.

Au final, cette réforme

- restreindra les droits sociaux des femmes arrivant à la retraite ;
- renchérra le système de retraite pour toute la population sans amélioration pour les personnes âgées ;
- et augmentera les inégalités dans la société, entre femmes et hommes, entre hauts et bas salaires.

Ainsi les conséquences du projet «Prévoyance vieillesse 2020» retomberont davantage sur les personnes les plus fragilisées par le système inégalitaire de répartition des richesses durant la vie active, sur les travailleurs précaires et tout spécialement sur les femmes, lesquelles vivent à l'intersection de nombreuses dominations.

Les syndicats genevois s'opposent à cette réforme et appellent à la mobilisation à l'échelle nationale pour faire échouer ce plan destructeur.

**Nous voulons
une retraite de solidarité**

Arriver au troisième âge n'est pas un «risque social» qu'il s'agirait de couvrir par une «assurance», c'est une destinée attendant chacun, riches et pauvres, hommes et femmes, travailleurs-euses ou inactifs-ves professionnellement. A ce titre, les retraites relèvent pleinement de la sécurité sociale.

Nous voulons améliorer les rentes de vieillesse et toutes les prestations pour s'approcher du but énoncé dans la Constitution d'une vie digne pour chacun en prenant l'argent là où il se trouve, chez les personnes fortunées, les hauts revenus et les investisseurs.

Mais cela ne passera pas par un développement du deuxième pilier : celui-ci fait perdurer les inégalités sociales et économiques car les plus hauts revenus peuvent payer de plus hautes primes et touchent les plus hautes pensions durant de plus longues retraites, car les métiers les mieux rétribués sont aussi les moins usants.

Pour améliorer les retraites, nous revendiquons :

- l'augmentation des salaires et **la réduction des inégalités** - entre hommes et femmes, hauts et bas salaires, revenus du capital et revenus du travail - par une répartition équitable des richesses et l'égalité salariale entre travailleuses et travailleurs ;
- le renforcement de l'AVS par **le transfert de toute nouvelle cotisation sur cette assurance** sociale.

Notre combat

Nous soutenons l'initiative USS dite AVSplus, qui préconise 10% d'augmentation de toutes les rentes de vieillesse.

Le plan «Prévoyance vieillesse 2020» donnera lieu à une votation populaire obligatoire sur la hausse de la TVA. Nous appellerons à refuser cette solution.

Nous attaquerons par référendum populaire la hausse de l'âge de la retraite des femmes et les autres mesures négatives de ce plan.

Nous défendrons tous les systèmes de retraite anticipée pour contribuer à réduire le temps de travail.

**NON au relèvement de l'âge
de la retraite des femmes**

**Tout pour l'AVS!
rien de plus au deuxième pilier**

Combattre la réforme fiscale RIE III

Refuser les nouveaux rabais pour les entreprises

La troisième réforme de l'imposition des entreprises prend prétexte de supprimer les statuts fiscaux spéciaux octroyés pendant des décennies aux entreprises étrangères installées en Suisse. Ces statuts spéciaux font partie de l'arsenal de moyens faisant de la Suisse un paradis fiscal à l'échelle mondiale.

Devant l'obligation d'imposer toutes les entreprises de manière équivalente, réclamée par l'UE, la droite politique et patronale de notre pays a décidé d'en **profiter pour diminuer radicalement le poids de la fiscalité pour l'ensemble des entreprises**. Ces dernières vont ainsi bénéficier de réductions fiscales massives, lesquelles vont mettre en danger les finances publiques déjà mises sous pression depuis 20 ans.

Cela va inévitablement conduire à des **diminutions des prestations publiques et sociales** pour la grande majorité de la population, et à une forte dégradation des conditions de travail et de salaire du personnel des institutions publiques.

La Confédération, les cantons ou les communes ne seront plus en mesure d'assurer les prestations actuelles de santé, d'éducation, de transports publics, etc. Or celles-ci sont indispensables pour **corriger les effets des inégalités sociales et de la précarité croissante**. Les ressources de l'Etat servent aussi d'amortisseur des crises économiques, comme lors du crack de la BCGE en 2002, de la crise mondiale de 2007, ou de la récente crise du franc fort. Sans l'intervention massive de l'Etat, ces crises auraient eu un effet dévastateur sur l'économie, l'emploi et la population.

Les milieux financiers et patronaux martèlent la fatalité de cette «réforme». Agitant la menace d'un départ massif de ces entreprises, sur la base de chiffres exagérés, et de pertes d'emplois cataclysmiques, ils imposent des mesures sans rapport avec la suppression des statuts fiscaux et totalement disproportionnées, dans le seul but de libéraliser le système en place, et de **permettre aux entreprises d'accroître leurs profits**.

La réforme supprime le droit de timbre sur l'émission d'actions, défiscalise le produit de la propriété intellectuelle, étend les déductions aux entreprises, et incite au dumping fiscal intercantonal (14 cantons ont déjà annoncé des baisses). Elle refuse de rétablir un impôt sur le capital des entreprises, exonérées au niveau fédéral. Les pertes, probablement sous-estimées, sont de plusieurs milliards.

Après deux décennies de baisses fiscales, Genève aborde cette réforme les yeux fermés et le pied sur l'accélérateur.

Le Conseil d'Etat ne prend aucune mesure pour défendre les prestations publiques sociales. Il ne

avec le soutien de



table que sur la chute de l'impôt cantonal pour jouer la carte du maintien des entreprises, quel que soit le prix social à payer.

La baisse de l'impôt cantonal sera de 70%, chiffre hallucinant. Les pertes équivalent au budget annuel du département de la sécurité, ou de la scolarité secondaire post-obligatoire. Alors qu'elles avoisineront les 700 millions, le patronat propose 90 millions pour financer des crèches, des bilans de compétences et un centre de formation interentreprises: rien à voir avec de réelles mesures compensatoires. Le Conseil d'Etat pousse dans cette voie de privatisations des prestations, directes ou indirectes, en prenant exemple sur Vaud, et en appelant à transférer aux entreprises, à titre de «compensation», la responsabilité de financer certaines prestations.

La CGAS rejette absolument et combattra cette réforme, tant au niveau fédéral qu'au niveau cantonal. La diminution drastique des moyens de l'Etat spolie la population des prestations des services publics: celles-ci ne pourront pas être maintenues, et encore moins développées. L'emploi public sera massivement réduit, faisant augmenter le chômage et la pression sur le marché de l'emploi; les conditions de travail seront péjorées et les subventions diminuées; tout cela au seul profit des entreprises et des actionnaires.

La CGAS appelle à **l'unité** des salarié-e-s des secteurs publics et privés pour combattre la réforme fiscale RIE III par tous les moyens.

NON à de nouveaux allègements fiscaux pour les actionnaires

NON au démantèlement social



APC - Association du personnel de la Confédération

ASEB - Association suisse des employés de banque

AvenirSocial - Association suisse des professionnels de l'action sociale

GaraNto - le syndicat du personnel de la douane et des gardes-frontière

Hotel & Gastro Union

kapers- cabin crew union

New Wood des Nations Unies

SEC - Société suisse des employés de commerce

SEV - Syndicat du personnel du transport

SEV/TPG - Section SEV du personnel TPG

SIT - Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs

SSM - Syndicat suisse des mass-media

SSP/VPOD - Syndicat suisse des services publics

SSPM - Société suisse de pédagogie musicale

SYNA - Syndicat interprofessionnel

Syndicom

Transfair

UNIA Le syndicat.

USDAM - Union suisse des artistes musiciens